

TRANSITION DEMOCRATIQUE ET ISLAM POLITIQUE

Fatiha ALLAB

Université d'Alger

TRANSITION DEMOCRATIQUE ET ISLAM POLITIQUE

Conférence donnée par **Fatiha ALLAB**

à l'Université d'Istanbul le 11 Juin 97

Un peu partout dans le monde, les transitions démocratiques sont aujourd'hui innombrables, depuis l'Amérique Latine ou l'Europe de l'Est et les Etats nés de l'implosion de l'URSS jusqu'en Afrique ou en Asie du Sud-Est. Si la démocratie était rare il ya à peine vingt ans, elle est devenue le régime politique le plus répandu. L'analyse du phénomène avec toutes ses diversités et tous les changements intervenus amène, pour la saisie des mécanismes, à le situer d'abord dans un cadre global. C'est tout naturel parce que la théorie sociale et politique est toujours à la recherche de "vérités universelles" et que, pour le traitement de ce sujet complexe, il faut éviter le brouillage, la multitude d'informations et d'analyses diverses ou partielles qui, inévitablement, mettent en évidence des exceptions qui compliquent l'élaboration d'un modèle de portée générale. Mais le modèle ne peut ignorer aussi les processus particuliers avec leurs nuances et leurs spécificités dont l'investigation est nécessaire. On ne peut englober dans une seule et même analyse différents pays par la seule abstraction, car on ne peut considérer les différents ensembles géographiques impliqués comme homogènes sur les plans politique, culturel, économique et social.

1. La transition démocratique

On ne cherche plus aujourd'hui à disserter sur l'essence de la démocratie en tant que notion philosophique, objet d'un travail sémantique. Les définitions classiques se réfèrent aux "démocraties représentatives pluralistes", la démocratie apparaissant comme un type de système politique, comme un système de pouvoir et comme mode de relation entre la société et l'Etat. Le principe de base est celui du libre choix des gouvernants par les gouvernés.

L'usage voudrait qu'on précise quelques définitions préalables de la démocratie et, à un moindre rang, les définitions de la transition et de la consolidation démocratique. Mais cet éclaircissement de notions délicates est

levé d'emblée par le fait qu'aujourd'hui on vise simplement une meilleure compréhension des modalités et des difficultés complexes de la construction ou de la restructuration de régime démocratique au sortir de phases de dictature ou d'autoritarisme.

En ce sens, on peut poser qu'il n'ya plus d'ambiguïté sur le sens attribué à la démocratie dans le contexte actuel. Cette revendication s'est imposée sur la scène politique, parce qu'elle intervient dans un laps de temps relativement court dans plusieurs pays de différents continents, depuis le Sud et l'Est de l'Europe, jusqu'au monde arabo-musulman, l'Asie et l'Afrique.

Interprétation du mouvement de démocratisation

Comment interpréter ce vaste mouvement de démocratisation à travers le monde? S'agit-il d'une étape du triomphe du modèle de l'économie de marché? Est-ce l'expression du désir d'une partie des populations des régions concernées d'accéder aux modes de vie ou au niveau de consommation des pays avancés?

Un élément important aussi, mais rarement analysé est le rôle joué par les pressions internationales. Il est pourtant illustré par l'importante action de sensibilisation à la démocratie en tant que valeur supérieure tant morale que pratique. On y trouve aussi toutes les formes d'influence que divers groupes ont tenté d'exercer, depuis les Internationales d'origine européenne jusqu'à la diplomatie américaine qui cherche à exercer son influence qui s'est révélée décisive dans certains pays, et qui dans d'autres, a grandement contribué à la dynamique de changement.

Les hypothèses sont nombreuses et on ne peut que constater l'existence de ce phénomène politique.

Les pays dans la phase de transition

Le vaste processus de démocratisation qui a été amorcé dans les années 80 a englobé la périphérie du monde industrialisé (l'Espagne, le Portugal, la Grèce) ainsi que la Turquie depuis le rétablissement du régime représentatif en 1983-1985; il a englobé le "deuxième monde" socialiste et aussi une partie importante du tiers-monde. On peut remarquer dès le départ que les grands mouvements de démocratisation concernent les régions considérées comme appartenant à la tradition culturelle occidentale ou du moins subissant son influence.

Pour l'Amérique Latine par exemple, l'analyse s'est portée jusqu'à présent sur le changement de régimes politiques en décrivant le processus comme le résultat d'une succession d'Etats. L'effondrement d'un régime semble dû à un problème de légitimité. Un régime dictatorial peut en effet résister longtemps à une crise de légitimité mais il finit toujours par céder à l'usure.

En fait, la phase de transition s'est généralisée surtout avec l'effondrement des régimes communistes de l'Europe de l'Est. On a observé, dans certains cas, d'abord des processus de libéralisation se réduisant à la concession limitée et contrôlée par les pouvoirs, de certains droits civils et politiques partiels. Parfois, la transition a été conduite par les communistes réformateurs qui ont conservé leur emprise sur les principales institutions politiques comme en Hongrie par exemple. Dans d'autres cas comme la Tchécoslovaquie en redémocratisation, des manifestations de masses ont forcé le parti communiste à céder la direction du gouvernement et du parlement à l'opposition. Un peu partout, malgré des différences nationales, on retrouve certaines étapes communes dans le démantèlement progressif des anciens régimes.

Concernant les pays du Sud, le système est brouillé par la diversité des expériences. Pour les circonstances de l'effondrement ou de l'ouverture des systèmes autoritaires, on fait souvent le rapprochement avec les mutations profondes intervenues en Europe de l'Est. Les pays de l'Est ne pouvant plus en effet servir de modèle du socialisme, l'effondrement de leur système a pu décourager les pays d'orientation marxiste. Quant aux pays qui évoluent dans la zone d'influence occidentale, ils ont pu aussi profiter du bouleversement à l'Est pour revendiquer le pluralisme politique.

Dans la plupart des cas le pouvoir autoritaire en place, sentant monter la contestation, a pris les devants et a engagé un dialogue avec les partenaires sociaux ou politiques pour déterminer avec eux la procédure de sortie de l'autoritarisme et du processus de transition démocratique. Dans d'autres cas comme l'Algérie par exemple, l'ouverture politique s'est imposée par la rue à la suite d'émeutes sanglantes en octobre 1988. Dans de tels exemples, les pouvoirs publics pris de cours, ont cédé à la pression populaire et ont entrepris des réformes pour désamorcer la crise et se donner un répit pour réfléchir à un processus de démocratisation et rechercher de nouveaux instruments de domination politique.

Globalement le passage à la démocratie implique nécessairement une double transformation. L'une est d'ordre politique et concerne le régime en tant que tel.

L'autre est d'ordre économique et suppose le rétablissement du marché et la privatisation d'un certain nombre d'activités économiques.

Les régimes concernés ont fait des concessions et aménagé des espaces de liberté, mais parfois en conservant certains traits autoritaires et en essayant de réduire la demande de participation. L'introduction de limitations a fait que les systèmes n'ont pu se maintenir durablement. Un peu partout on a essayé de faire suivre le changement politique d'une transformation radicale de la politique économique ce qui a révélé de grands obstacles souvent insurmontables avec, en réaction, une impopularité croissante des nouveaux dirigeants.

La transition ne peut en effet émerger sérieusement dans les sociétés dont le niveau d'appauvrissement et de marginalisation sont intolérables. Même lorsqu'elle émerge, elle est fragilisée par l'impact de la crise économique, des politiques de "choc" et des stratégies néo-libérales. La transition démocratique est donc soumise aux incertitudes de la performance économique.

L'attitude des forces armées

Une autre variable déterminante dans le processus de démocratisation au Sud est l'attitude des forces armées, qui, dans certains cas couvre la réalité du pouvoir. Si dans tous les cas, l'armée n'apparaît pas comme une institution subordonnée et conserve un degré d'autonomie élevé au sein de l'Etat, il est vrai que le contrôle de l'armée est rendu difficile, d'abord parce que dans bien des pays elle a joué un rôle important sous les régimes autoritaires qui ont précédé l'instauration de la transition démocratique. Il ya aussi l'idée que la société se fait en général du rôle des forces armées où le prestige social considérable est étroitement lié à une tradition historique, l'armée apparaissant comme le protagoniste des événements majeurs de l'histoire nationale ou comme le sauveur de la patrie et l'incarnation de l'esprit national.

Le fait nouveau est que les nouvelles forces de la démocratie naissante ne redoutent pas l'éventualité d'une réaction violente de leur force armée nationale, leur inquiétude concernant surtout la question de la nomenklatura dont ils craignent les sabotages des programmes par les réseaux solidement implantés de responsables et bureaucrates de l'ex-parti unique.

Principaux modes de transition

Quelle que soit leur remarquable diversité, les modes de transition qui ressortent correspondent grosso-modo à deux tendances que l'on retrouve dans l'ensemble des régimes: les transitions imposées et les transitions par voie de réforme.

- La transition opérée d'en haut, ou démocratisation imposée, est la plus courante et constitue le mode qui a le plus souvent débouché sur l'implantation d'un certain type de démocratie politique. Au Brésil ou en Russie par exemple, le changement de régime est en grande partie venu d'en haut et l'Etat a constamment usé de son pouvoir de coercition pour imposer le calendrier, le rythme et le contenu des changements.

Dans de tels cas, les dirigeants traditionnels restent maîtres de la situation, malgré les pressions de la base. Ils recourent avec succès au compromis ou bien menacent de recourir à l'emploi de la force, ou bien encore à un mélange des deux pour conserver au moins une partie de leur pouvoir.

Mais les cas ne sont pas aussi nets comme le montre l'exemple du Chili avec une transition imposée jusqu'au moment où le général Pinochet s'est cru, à tort, capable de remporter un plébiscite décisif en 1988. Depuis, la classe politique civile a opté pour une forme de transition fondée sur une grande alliance et un pacte de tous les partis d'opposition. Le cas de la Hongrie est un peu semblable. L'impulsion y est venue à l'origine du parti dominant, mais les élites politiques ont perdu le contrôle de la situation et ont été forcées d'inviter à une "table ronde" des groupes d'opposition qui n'avaient aucun soutien populaire.

Le deuxième mode de transition d'un régime à un autre est celui des transitions opérées par un pacte lorsque les élites s'entendent sur un compromis multilatéral, ou celles opérées par des réformes, lorsque les masses se mobilisent et imposent un compromis sans recourir à la violence.

Ces transitions, basées sur une stratégie de compromis, sont celles qui se sont maintenues pour une durée respectable. C'est le cas par exemple de la Pologne où la transition a commencé et s'est terminée sous le signe des réformes, lorsqu'elle a été constamment conditionnée par un mouvement de masse qui prônait un changement de régime par des moyens non-violents. Les cas de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie cadrent aussi avec le modèle des réformes dans la mesure où le changement a été le résultat d'une mobilisation des masses, d'une action non violente et de négociations multilatérales.

Cette situation aléatoire où aucune partie ne sort victorieuse donne peu de chance de réussite au processus de démocratisation.

2. La crise des régimes démocratiques dans les pays industrialisés et ses répercussions

Toute cette évolution a conduit à l'apparition de formes de gouvernements démocratiques qui ne peuvent être assimilés à celles des pays ayant servi de modèle du changement, c'est-à-dire ceux du monde industrialisé. Mais au Sud, il est incontestable qu'en général les inégalités et le sous-développement font obstacle à la démocratie. On ne peut établir un rapport mécanique entre indicateurs du développement et les degrés de démocratie. Mais à l'évidence, les facteurs communs au Sud comme la crise, la dette extérieure, la stagnation économique, l'augmentation du chômage et la croissance des inégalités sociales créent des forces d'orientation diverses, dont le jeu d'interaction décidera en dernier ressort de l'issue de la démocratisation dans le Tiers-monde.

Le processus ne peut, comme on l'observe actuellement, être simplifié et se réduire à l'équation: démocratisation est équivalent à désatatisation et privatisation.

Quel est l'avenir de la démocratie dans les pays du Sud, lorsqu'on sait qu'en Occident cette forme de gouvernement est usée et même pervertie, et donc, perd de plus en plus de sa crédibilité avec la fin d'une certaine conception de la politique, la rupture du contrat social et l'aggravation partout dans les pays industrialisés de toutes les fractures de société. La plupart des grands défauts du système démocratique étaient identifiés et critiqués, mais ils étaient jugés perfectibles. Il a connu des modifications capitales avec l'abolition de l'esclavage, la fin du suffrage censitaire et le vote des femmes. En cette fin du siècle où les sociétés développées sont soumises à la violence d'un phénomène inédit avec le choc simultané d'une triple révolution, technologique, économique et sociologique, le système s'éloigne de plus en plus des préoccupations des citoyens.

Si la démocratie signifiait la domination de l'économique par le politique pour le bénéfice des citoyens, le phénomène dominant aujourd'hui est la mondialisation qui concerne surtout le secteur financier qui domine dans le champ économique; il fonctionne selon des règles qu'il est seul à fixer, et les

marchés financiers apparaissent désormais en mesure de dicter leurs lois aux Etats. Le pouvoir politique s'en trouve particulièrement affecté dans son identité, comme dans son exercice. En favorisant le monétarisme, la dérèglementation, le libre échange global, le libre flux des capitaux et les privatisations, les responsables politiques ont favorisé le transfert de décisions capitales en matière de souveraineté, de sécurité, d'investissement, d'emplois, de santé, d'éducation, de culture et de protection de l'environnement de la sphère publique à la sphère privée.

D'ailleurs dans les grandes démocraties comme dans les innombrables transitions démocratiques, les gouvernants élus sur la base d'un programme, le renient plus ou moins dans les faits, et appliquent les consignes générales définies par les organismes supranationaux comme le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale, ou l'Organisation Mondiale du Commerce. Aussi, de nombreux dirigeants au nom des principes ultralibéraux, continuent à défendre la nécessité des efforts d'adaptation et se résignent à l'impuissance du politique. A la veille du troisième millénaire, la question de la réforme du modèle démocratique se pose de manière nouvelle devant la perte d'une partie de sa crédibilité dans la mesure où les citoyens ne peuvent intervenir efficacement par leur vote dans des domaines décisifs, désormais placés hors de leur portée sous les effets du nouveau dogme de la mondialisation.

3. La transition démocratique dans les pays musulmans

Comment s'opère la transition économique dans les pays musulmans? La démocratie n'est pas courante dans le monde musulman où seules la Turquie et la Malaisie ont été capables de maintenir des régimes politiques que l'on peut qualifier de démocratique, le cas de la Turquie étant plus représentatif, car en Malaisie, la société est multiethnique et les musulmans y constituent moins de la moitié de la population. Dans d'autres pays islamiques comme l'Indonésie ou le Pakistan, les transitions démocratiques n'ont pas résisté très longtemps. Le Pakistan a repris une nouvelle transition qui reste fragile, le Sénégal poursuit une difficile expérience pluraliste, tandis que l'Algérie essaie son expérience depuis 1989. Quant à l'Egypte, où la logique parlementaire a été poussée plus loin que dans tous les autres pays arabes, l'intention de dépasser son pluripartisme contrôlé pour entamer une transition démocratique ne s'est pas encore concrétisée. Toutes ces expériences mettent en évidence l'existence d'aspirations

démocratiques dans de larges secteurs des populations, mais elles sont trop récentes, limitées et fragiles pour évaluer leur chances de progresser vers une démocratisation, d'autant plus qu'elles sont menacées par la montée en puissance des mouvements extrémistes ou par les réseaux solidement implantés de responsables des anciens partis uniques.

Les transitions opérées ou en cours, présentent évidemment des similitudes de circonstances avec les mouvements qui transforment certaines parties du monde. On y trouve la contribution de facteurs externes comme les demandes de libéralisation de l'économie et des régimes politiques provenant de l'Occident, tout comme on y trouve des facteurs internes comme la pression de certains groupes sociaux pour le partage du pouvoir politique jusque là détenu par les élites étatiques. Si les transitions amorcées ont parfois souffert d'une polarisation idéologique excessive entre partis de l'opposition, le développement le plus important des dernières années résulte de l'irruption des islamistes sur la scène politique.

Là où la transition démocratique a été réellement amorcée, le débat démocratique et le pluralisme politique ont permis aux mouvements islamistes d'occuper un terrain non négligeable grâce à un parti politique, des associations culturelles et une presse souvent financée par "l'Internationale Islamiste". Mais paradoxalement, les caractéristiques mêmes qui ont permis à l'islamisme de s'épanouir le freinent dans sa tentative d'imposer sa vision dogmatique et monolithique à l'ensemble de la société. Tout en se servant des possibilités d'action offertes par les pouvoirs en place, les mouvements islamistes considèrent la démocratie illégitime. Les régimes sont parfois tentés de les contenir par des méthodes autoritaires, ce qui naturellement est incompatible avec la démocratie.

En ce sens, le défi islamiste apparaît aujourd'hui comme un test qui conditionne toute transition: ou bien les islamistes seront définitivement intégrés dans l'espace politique dont ils acceptent la légitimité, ou bien dans la négative, l'Etat sera amené à contrôler les mouvements islamistes par des méthodes autoritaires, au détriment de la démocratie.

Le rapport entre la politique et le religieux

D'où vient l'Islamisme actuel? Comment s'inscrit-il dans l'histoire de l'Islam?

L'Islam et l'Islamisme (ou l'intégrisme), deux notions, l'une désignant une grande religion et l'autre sa déviation la plus inquiétante, favorisent par leur

proximité de vocabulaire l'émergence d'un amalgame dans les sociétés musulmanes et renvoient à l'extérieur une image négative exploitée pour réduire la dimension universaliste de l'Islam.

L'intégrisme repose sur une permanente confusion entre la liberté responsable de l'homme et la nécessité de l'ordre général du monde voulu par Dieu, entre la loi morale de Dieu, la Shari'a, et la juridiction des pouvoirs, fiqh, entre la parole de Dieu et la parole humaine.

La "fermeture de la porte de l'Ijtihad", au IV^e siècle de l'hégire, donc de l'interdiction de l'interprétation et de l'esprit critique qu'elle exige, imposa une conception de la Shari'a vidée de toute intériorité, de toute spiritualité, de toute interrogation sur les fins. Elle n'impliqua plus que l'observance extérieure et littérale de rites et de lois nées des élaborations juridiques des trois premiers siècles. Ainsi triomphait l'argument d'autorité, autorité fondée sur le passé et sacralisant ce passé.

Pour revenir à la période actuelle, l'irruption des islamistes sur la scène politique révèle au grand jour toute la tension entre la légitimité démocratique et la légitimité islamique, et pose de nouveau la question des rapports entre le politique et le religieux, celle des rapports entre l'Islam et la démocratie et, concrètement, la question de l'intégration des mouvements Islamistes dans le système politique. La politique comparative n'étant pas à l'aise sur ce terrain, ces questions sont soumises aujourd'hui à un examen juridico-historique et sociologique.

En remontant dans le temps, les sphères religieuses et séculières n'étaient pas séparées en doctrine, et c'était la loi Islamique, la Shari'a qui, dans la tradition musulmane était censée gouverner la vie spirituelle ainsi que l'ensemble des rapports sociaux, économiques et politiques. La souveraineté appartenait à Dieu et l'autorité n'était pas déléguable. Ainsi le Prince n'exerçait le pouvoir que par nécessité, par le besoin de gouverner la cité, c'est-à-dire que le politique était toléré sans disposer de légitimité autonome par rapport au religieux. Cette précarité du politique verra toute une instabilité gouvernementale et une faiblesse institutionnelle tout au long de l'histoire musulmane.

Les grands juristes musulmans du Xe au XIII^e siècle comme Farabi, Ibn Sina, Ibn Rochd, Ghazali, ... vont tenter sans succès de concilier les exigences du monisme et d'une légitimité politique autonome pour permettre au Prince de gouverner sans violence et dans la stabilité. Le XIX^e siècle verra des essais

d'innovation tentés par Al Afghani, Redha et Abdou, mais la doctrine Islamique continuera toujours de prétendre répondre aux défis de l'Histoire et aux questions vitales de l'époque par retour à la tradition. C'est de cette attitude que s'inspirent de nos jours les mouvements intégristes en prônant un retour aux formes.

Le procédé des "Islamistes" intégristes est très semblable d'ailleurs à celui qu'employait Bossuet dans son livre "Politique tirée de l'écriture sainte" qui consistait à extraire du livre saint quelques versets isolés de leur contexte et des situations historiques dans lesquelles ils ont été révélés, pour en "déduire" des conséquences applicables en tout temps et en tout lieu. Il est remarquable que cette méthode conduit invariablement à la sacralisation du pouvoir établi et des législations les plus conservatrices, sinon les plus archaïques. Chez Bossuet, C'est la légitimation de la monarchie de Louis XIV, et chez El Mawardi, par exemple dans son "traité du pouvoir", celle de l'absolutisme des Abbassides au début de leur déclin. Al Mawardi exclut par exemple la Shura (concertation) exigence coranique, des devoirs du Calife. Ibn Taymia, dans son "Traité de droit public", canonise l'ordre établi, fût-il tyranique, et condamne toute résistance à l'oppression. Une fois de plus, ces "islamistes" intégristes donnent de l'Islam, au nom de la Shari'a, l'image repoussante que ses ennemis voudraient en donner.

L'histoire récente de l'Islam va enfin connaître, avec Essayed Kotb en Egypte et El Mawdoudi au Pakistan, l'émergence de l'Islamisme défini par la perception de la religion comme une idéologie politique totalisante, c'est-à-dire devant englober tous les aspects de la vie quotidienne et devant s'implanter à la fois dans la société et dans l'Etat.

L'un des théoriciens les plus influents de l'Islam intégriste est le Pakistanais El Mawdoudi, qui définit la politique "islamique" par quatre principes: pouvoir fort aux mains des docteurs de la loi, soumission du peuple à ce pouvoir, système de pensée morale imposé par ce pouvoir, retribution et récompense à ceux qui en appliquent les règles. On ne saurait mieux définir l'intégrisme!

La répétition littérale rend intelligible le message et paralyse l'action. C'est pourquoi écrit Fazlu Rahman, les Ulémas et les fuqahas courtisans des princes, "depuis mille ans rendent le peuple incapable de comprendre le Coran". En tout esprit critique et en spéculant démagogiquement sur le passé pour entraîner les masses, ils empêchent de rendre au Coran sa signification universelle et de lui redonner vie dans des conditions historiques nouvelles.

On peut aussi constater que la source principale de tout intégrisme, aujourd'hui, est l'oppression et la repression de l'identité d'une communauté, de sa culture ou de sa religion.

Un exemple proche est celui de la naissance de l'intégrisme en Algérie. On y trouve les effets du colonialisme français qui n'a pas seulement nié, pendant plus d'un siècle, les valeurs propres à ce peuple. Après les destructions brutales de l'invasion, il n'a cessé de tenter "d'intégrer" et "d'assimiler" ceux qui acceptaient de perdre leur identité: le colonialisme a systématiquement encouragé et soutenu les éléments les plus rétrogrades et intégristes, les marabouts (c'est-à-dire les darwich) dont la soumission au pouvoir faisait des collaborateurs complaisants.

La libération de l'Algérie va faire apparaître deux courants de dirigeants qui voyaient l'avenir dans une double imitation du modèle de croissance. Le premier dans sa variante soviétique pour la production, poussa au gigantisme industriel et dépeupla les campagnes.

Le second, dans sa variante capitaliste pour le mode de consommation de citadins privilégiés, poussa à l'endettement, au luxe de quelques-uns au détriment de la masse, à la corruption des dirigeants. La double faillite de cette double invitation se traduit par un chômage croissant de la jeunesse. Cette jeunesse ne trouvant pas de débouchés pour son action, il se forma une masse de déshérités, proie facile pour les démagogues. Sur ce fond est né l'intégrisme en Algérie, d'abord comme un nationalisme exaspéré, nourri par les exactions de l'ancien occupant dont on refuse même la langue.

Le deuxième aspects de ce nationalisme intégriste, déguisé en renaissance religieuse est le repli sur le passé. La première réaction (compréhensible dans son principe) est, après un long refoulement de sa culture et de sa foi..., de chercher à "retourner aux origines". Ce "retour aux origines" est en réalité "un retour aux formes". La pensée Islamique aujourd'hui se réduit à des slogans, ou à l'incantation militante en prônant le retour aux origines comme réponse à tout, à la pauvreté, l'injustice, l'endettement, la dépendance alimentaire, la désertification des campagnes...

Le programme des dirigeants Islamistes se réduit à une répétition, à prétention moralisante, de formules abstraites du Coran et de la tradition il ya mille ans, séparées de leur contexte dans le livre saint et dans l'histoire.

Des mouvements Islamistes politiques avec divers courants vont naître dans le monde arabo-musulman. Ils iront en se diversifiant et en occupant rapidement les espaces libérés par le recul de l'idéologie développementaliste et Tiers-mondiste. Mais si ces mouvements ont la même matrice intellectuelle que la mouvance des frères musulmans, il en diffèrent par une sorte de vulgarisation de l'Islamisme.

Les Frères musulmans, étaient en effet, à l'origine, des lettrés insérés dans la société, alors que "l'Islamisme" actuel a appauvri la réflexion intellectuelle et politique en ayant recours surtout au slogan plutôt qu'au livre.

Pour conclure sur la démocratie en terre d'Islam, l'équation démocratique dans les pays musulmans sera d'amener l'individu à faire cohabiter en lui-même le citoyen et le croyant, de façon distincte et sans conflit. Les deux défis restent toujours l'intégrisme et les inégalités socio-économiques. Mais si un régime est capable de maintenir la croissance économique tout en réduisant les inégalités sociales, l'intégrisme restera au niveau d'un phénomène extrémiste.